

Jacques Lévy

Une géographie vient au monde

La géographie n'est pas *de retour*. Car c'en est une nouvelle qui émerge.

Si, aujourd'hui, la géographie bénéficie d'une meilleure perception, de demandes croissantes en savoirs fondamentaux, en expertise et en ingénierie et ce, malgré le handicap toujours pesant de l'héritage scolaire, c'est qu'elle a substantiellement changé. Les remarques qui suivent visent à préciser le contenu de ce changement.

Le sens d'une mutation

L'angoisse, parfois compulsive, de démontrer à toute force que Paul Vidal de La Blache est bien le point origine de la géographie (française) surprend quand on découvre les ambiguïtés intellectuelles du personnage et son absence de choix rigoureux. Globalement, il est celui qui, face à Émile Durkheim, refuse l'ancrage dans la problématique du social pour promouvoir une « science des lieux », en réalité une *science naturelle des « genres de vie »*. Son « possibilisme »

(l'homme choisit parmi les différentes possibilités offertes par la nature) apparaît comme une béquille théorique permettant d'échapper à une option claire en faveur des sciences de la nature ou des sciences de la société. Surtout, au-delà des nuances analysées par Marie-Françoise Durand et Micheline Roumegous entre une géographie universitaire naissante et une discipline scolaire déjà installée, l'interprétation « républicaine » du paradigme vidalien – une idiographie hagiographique du territoire national – va bloquer la recherche géographique française pendant quatre-vingt-dix ans. Cette recherche désespérée du père, les sciences sociales la délaissent de plus en plus, car ce type de reconstruction, en partie mythique, est de peu d'intérêt, sinon au second degré, pour comprendre l'histoire d'une discipline. Dans le cas de la géographie, elle paraît en outre mal orientée, car l'institutionnalisation scolaire et universitaire de la fin du XIX^e siècle correspond plutôt à un creux de la démarche intellectuelle. Lorsque la géographie est reconnue, c'est sur la base et au prix d'un dispositif cognitif inconsistant au départ.

Jacques Lévy est professeur à l'Institut d'études politiques de Paris et à l'université de Reims. Il est membre du comité de rédaction de la revue *EspacesTemps*. Il est notamment l'auteur de *L'Espace légitime* (Presses de la F.N.S.P., 1994), *Egogéographies* (L'Harmattan, 1995) et *Le Monde pour cité* (Hachette, 1996).

Jacques Lévy
Une géographie
vient au monde

Celui-ci ne pourra que s'affaiblir au fur et à mesure que les changements historiques et leur accélération rendront intenable l'approximation consistant à englober nature et société dans une unité molle.

Aussi la méthode suivie dans cet article est-elle différente. On partira de l'événement que constitue la « révolution épistémologique » de la géographie, et on tentera d'en tirer les conséquences, y compris dans la façon de se représenter les testaments et les héritages.

Un naturalisme lamarckien

Les sciences sociales ont longtemps été handicapées par leur incapacité à imaginer des modèles explicatifs originaux. Elles ont souvent puisé dans le réservoir de modèles des sciences de la nature, spécialement celles de la vie, et l'on pourrait facilement reconstruire l'histoire des sciences sociales selon cette grille de lecture. Le développement des sciences de la matière dès le XVII^e siècle, puis de celles du vivant au XIX^e, va fournir des modèles explicatifs qu'il est tentant de transférer dans le domaine de la vie sociale pour éclairer des processus, dont les philosophes des Lumières ont bien perçu la complexité. Plus encore que les modèles physiques (gravité, thermodynamique), l'organicisme se détache comme matrice privilégiée pour appréhender des phénomènes où se manifestent à la fois des évolutions diachroniques et des articulations à plusieurs échelles entre un tout et des parties. Présente chez presque tous les grands penseurs du XIX^e siècle, la métaphore organiciste jouera le rôle d'« objet transitionnel » permettant un glissement en douceur vers des modèles de la totalité conçus spécifiquement pour les sociétés (marxisme, fonctionnalisme, structuralismes ou même paradigme de la complexité). Plus

généralement, la démarche consistant à faire de l'action humaine une annexe, un simple cas particulier au sein du « vivant », a représenté un premier moment, quasi général mais transitoire, dans le processus de séparation d'un « continent » des sciences sociales. Ce n'est donc pas au titre d'un naturalisme originel que la géographie se distingue.

Ce qui caractérise la géographie, c'est qu'elle partage avec quelques autres disciplines, notamment avec la psychanalyse et certaines branches de la psychologie, le privilège d'avoir été fortement influencée par un naturalisme *pré-darwinien*. On peut l'appeler aussi lamarckien dans la mesure où c'est Lamarck qui incarne, au milieu du XIX^e siècle, l'alternative à Darwin pour expliquer l'évolution des espèces. La révolution darwinienne, on le sait, consiste dans la séparation de deux processus indépendants, celui du patrimoine de l'espèce, dont la génétique permettra un peu plus tard de comprendre la logique, et celui du milieu. Le darwinisme contraint en pratique à renoncer non seulement à tout finalisme, mais aussi à l'idée d'une unité *a priori* du monde vivant, puisque la dynamique des milieux est fonctionnellement distincte de celle des espèces. La notion d'*adaptation* des êtres vivants, qui suppose, explicitement ou non, quelque chose comme une stratégie, perd toute signification, et c'est au contraire le processus aveugle de la sélection par élimination qui devient l'opérateur principal. Cette transformation de notre regard sur l'histoire naturelle est si profonde que le sens commun, les grands médias et même une bonne part des ouvrages de vulgarisation s'en tiennent au paradigme finaliste de l'adaptation. Les théories de Lyssenko n'étaient, au fond, que la version académique de l'idée selon laquelle « à force d'être au soleil, les Noirs ont fini par pigmenter leur peau pour se protéger ».

Cette position concerne en fait un vaste courant de la pensée occidentale, celui de la « totalité organique », qui cherchait à unifier le monde sous la figure de la nature. On y trouve non seulement Lamarck, mais aussi Herder et, avec une certaine ambiguïté, Haeckel. On peut aussi les relier à Locke, Fichte et à Rousseau qui, en valorisant, au moins comme référence originaire, un « droit naturel », divergent de Spinoza, Hobbes, Montesquieu et Kant.

Le darwinisme a certes pu être exploité indûment, par transfert direct, sous forme de « darwinisme social » ou de « sociobiologie », comme un naturalisme en sciences sociales. Mais, fondamentalement, ce que la théorie darwinomandélienne de l'évolution rend possible, c'est de comprendre comment, en agissant sur leur propre environnement et non sur l'espèce, les hommes ont pu *décrocher* leur propre évolution de celle de la nature. Si, comme le croyaient les premiers évolutionnistes, histoire de l'espèce et histoire des milieux fonctionnaient comme une totalité organique structurée par un horizon téléologique, l'histoire de l'humanité serait inconcevable.

C'est ce que l'on retrouve en géographie à la fin du XIX^e siècle. La pensée de Friedrich Ratzel (1844-1904)¹, sans doute dangereuse – puisque la dérive nationaliste de la géographie allemande commence en un sens avec lui –, adopte une position naturaliste et organiciste, mais contribue à fonder la géopolitique en mettant en lumière la consubstantialité entre logique d'État et territorialité. La notion de sol (*Boden*), par le caractère relationnel qu'il lui attribue (l'« ancrage au sol »), permet d'identifier un pôle proprement sociétal, capable d'historicité, et qui utilise la nature comme signifiant. La géographie française de l'époque appartient, au contraire, au courant de la totalité organique en ce qu'elle

pose comme postulat une intégration principale de l'homme et de son environnement dans un ensemble ayant sa propre cohérence, qu'il convient de mettre au jour. Cette géographie est, sans surprise, peu encline à prendre en compte des logiques proprement sociales, telles que la politique. Elle valorise une histoire de l'adaptation progressive de l'homme aux « conditions naturelles », histoire asymptotique tendant vers les « permanences », c'est-à-dire vers une perfection, éthiquement et esthétiquement repérable, dans la mise en correspondance des deux termes. L'utilisation du terme *milieu*, alternative à celui de *société* tout autant qu'à *relations homme/nature*, qui figure encore aujourd'hui dans certains ouvrages de géographie, traduit bien ce positionnement. Enfin, si elle n'est pas sans parenté logique avec les idéologies du naturalisme progressiste, qui oppose au réalisme des puissants l'utopie d'une nouvelle harmonie (ce qu'incarnera Élisée Reclus), cette géographie entre en phase avec ceux qui veulent conserver un équilibre menacé par la technique, les marchés et la ville : comme chacun sait, la terre, elle, ne ment pas.

On peut alors s'étonner d'un apparent paradoxe. Comment le paradigme vidalien a-t-il pu constituer un cul-de-sac théorique pour la géographie, alors qu'il semble avoir été utile aux élargissements et aux mutations de l'histoire au début du siècle ? La réponse peut s'articuler en deux plans, épistémologique et théorique. Le premier tient à la position différente de l'histoire et de la géographie dans le champ des sciences sociales naissantes. L'histoire a certes été, tout

1. Friedrich Ratzel, *Anthropogeographie*, Stuttgart, J. Engelhorn, 1882 ; *Politische Geographie*, Berlin et Munich, R. Oldenburg, 1897-1903. Voir la préface de Charles Hussy à l'édition française de *Politische Geographie, Géographie politique*, Genève, ERESA, 1988, pp. I-IX.

Jacques Lévy
Une géographie
vient au monde

autant que la géographie, enrôlée dans des missions « civiques ». Mais pas avec le même rôle. Prétendre que tous les événements impliquant des groupes humains déterminés convergeaient vers un accomplissement et un achèvement dans l'État actuel, dans le cas de la France, la « République », est sans aucun doute une thèse discutable, mais c'est une thèse qui porte sur le temps des sociétés, sur les logiques du social. La visée générale consistant, d'une manière plus ou moins rigoureuse, à rendre compte du passé, à construire une image du temps et à mettre en ordre le patrimoine mémoriel ne pouvait être menacée par la seule sensibilité au rapport de l'homme à la nature et à la vie quotidienne des sociétés rurales. Ce fut au contraire, et c'est le second plan, l'occasion d'une ouverture vers d'autres sphères, justement celles qui manquaient à la discipline dans le cadre de la division « civique » du travail entre histoire et géographie. À cet égard, on pourrait oser une symétrie : dans le contexte de l'époque, n'est-ce pas justement l'histoire la plus classique, celle des relations interétatiques (l'« histoire-bataille ») et celle de la vie politique des sociétés (l'histoire « événementielle ») qui, si elle avait été jugée digne d'intérêt, aurait pu le mieux aider la géographie à assumer son statut de science sociale ?

Ainsi la « vieille géographie » a-t-elle pu faire, pendant un moment, la courte échelle à la « nouvelle histoire ». Avec Lucien Febvre et la première école des *Annales*, on a vu comment la prise en compte de la dimension anthropologique et des longues durées pouvait entretenir quelques connivences avec la tradition géographique. Il ne faut pourtant pas exagérer la portée de cette rencontre, car c'est d'une ouverture vers toutes les sciences sociales, la sociologie et l'économie au premier chef, que l'histoire

a alors profité. De cet apport, par ailleurs, il ne faut pas sous-estimer les ambiguïtés, telles qu'on peut, par exemple, les repérer chez Fernand Braudel. Si l'on pousse jusqu'au bout l'identification entre « cadre géographique » (c'est-à-dire *naturel*) et « temps long » – pour ne pas dire « temps immobile » –, on finit par décaler l'assise de la démarche historique et à attribuer peu ou prou à une nature externe, non réintégrée au champ de l'histoire par les « lectures » qu'en font les sociétés, une puissance explicative propre. Les historiens ont plus ou moins résisté à cette tentation, mais souvent au prix du renoncement à de grands édifices théoriques. S'ils avaient adopté et appliqué complètement le message vidalien, peut-être eussent-ils porté atteinte à l'idée même d'historicité.

Des rendez-vous manqués

Quant à elle, la géographie classique s'est d'emblée installée dans une conception qui la condamnait à s'écarter toujours davantage du mouvement de construction des sciences sociales. Les passerelles devenaient de plus en plus improbables et, dans le contexte aggravant de la France des années 1885-1975, avec la pesante hiérarchie universitaire et le poids d'une discipline scolaire très « civique », il aura fallu des actions vigoureuses, une « tectonique cassante », pour infléchir la trajectoire. C'est que plusieurs occasions d'ouverture ont été manquées. Citons-en deux : la rencontre avec le politique et l'orientation vers l'aménagement.

Le politique a longtemps été franchement refusé. André Siegfried (1875-1959), qui se voulait pourtant un fidèle disciple de Vidal, a vu son travail marginalisé². C'est qu'en réalité, sans

2. Il enseigna la géographie économique à l'École libre des sciences politiques, devenue plus tard l'Institut d'études

peut-être en avoir conscience, Siegfried était en train de trouver une voie de sortie de l'impasse naturaliste. Cherchant à mettre en évidence les « permanences » du comportement politique dans la France de l'Ouest³ et en Ardèche, il va se tourner vers le « milieu » mais repérer deux éléments clefs : la structure de la propriété et les pratiques religieuses, réalités qui, pour relever du temps long, n'en sont pas moins, évidemment, sociales et, éventuellement, sujettes à évolution. Cela était inassimilable par la géographie traditionnelle. La « géographie électorale » n'y pouvait être qu'un exercice de style pour « thèse secondaire », la vie politique ne constituant qu'une curiosité annexe des « genres de vie ».

De manière comparable, Jean Gottmann (1915-1994) ne put trouver sa place dans la géographie française et ne fut reconnu qu'aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Il avait innové en analysant précisément les processus d'urbanisation contemporains (il a « inventé » la *Megalopolis* du nord-est des États-Unis⁴) dont se désintéressaient la plupart des géographes français, mais aussi en mettant en avant la dimension idéelle des phénomènes géographiques. Avec la notion d'*iconographie*, il montrait que les identités spatiales, les nationalismes, les résistances des lieux pouvaient développer une puissance comparable à celle des forces matérielles⁵.

Dans les années soixante-dix, on ne parlait ni de Siegfried ni de Gottmann dans les instituts de géographie français. C'est à Yves Lacoste⁶ que revient le mérite d'avoir proclamé à la face de quelques mandarins médusés ce qu'il avait entendu dans les rues de Mai 1968 : « Tout est politique. » En fait, ce n'était qu'une entrée par un chemin de traverse. La politique, dans les œuvres de cet auteur, se réduit à la géopolitique, ce qu'il appelle la « rivalité » de « grands personnages » sur le territoire. Son projet, qui se voulait

hostile à toute démarche théorique, consistait à traiter l'espace (légitime) du politique avec les mêmes outils que l'espace (violent) des relations interétatiques. Fallait-il n'avoir lu ni Weber, ni Gramsci, ni Bodin, ni Machiavel... ? Il faudra attendre 1978 avec Paul Claval⁷, 1980 avec Claude Raffestin⁸, pour que la géographie française rencontre enfin le politique. Denis Retaillé montre, dans ce numéro, les limites de la géopolitique et de la première génération de la « géographie politique » dès lors qu'il s'agit de comprendre des processus quelque peu complexes.

Le problème de l'aménagement fut traité de manière plus paradoxale : c'est en répondant à l'appel que la géographie a montré ses faiblesses. L'aménagement du territoire tel qu'il se développe dans les années soixante, sous l'impulsion de Charles de Gaulle, avait de quoi attirer la géographie : étatiste, technicien et visant à maintenir l'« harmonie » des territoires. De gauche (avec Pierre George et ses élèves) ou de droite (avec Jacqueline Beaujeu-Garnier), les géographes tenteront de devenir les interlocuteurs privilégiés du pouvoir. L'échec n'est pas total et quelques liens perdureront avec la Datar. Mais

politiques de Paris. L'influence d'André Siegfried s'est aussi manifestée au sein de la science politique par une sensibilité à la dimension géographique au travers d'hommes comme François Goguel et Alain Lancelot... qui, comme directeur, s'est employé à donner une place renforcée et renouvelée à la géographie au sein de l'I.E.P.

3. André Siegfried, *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la III^e République*, Paris, Armand Colin, 1913 ; *Géographie électorale de l'Ardèche*, Paris, Armand Colin, 1947.

4. Jean Gottmann, *Megalopolis : The Urbanized Seaboard of the United States*, Cambridge, The M.I.T. Press, 1961.

5. Jean Gottmann, *La Politique des États et leur géographie*, Paris, Armand Colin, 1952.

6. Voir *La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre*, Paris, Maspéro, 1976.

7. Paul Claval, *Espace et pouvoir*, Paris, P.U.F., 1978.

8. Claude Raffestin, *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, Litec, 1980.

le bilan est globalement assez maigre, comme on a pu s'en rendre compte par la faible présence des géographes dans le récent débat sur le projet de loi lancé en juillet 1993 par Charles Pasqua. Comment expliquer cette faiblesse ? D'abord, ici encore, par le traditionnel rejet du politique par la géographie. L'aménagement du territoire, ce n'est pas, loin s'en faut, un simple travail d'« ingénieur de l'espace », c'est d'abord un mode de légitimation des dirigeants et, plus largement, un aspect de la fabrication de l'un avec du *multiple*, de consensus à partir de dissensus : bref, nous sommes là au cœur de la fonction politique. Ensuite, et pour les mêmes raisons, l'aménagement du territoire consiste, pour une bonne part, en une série de discours, y compris lorsqu'il correspond à des politiques publiques en acte. Habités à regarder le bocage et l'*open-field*, à compter les tonnes d'acier, au mieux à cartographier les flux téléphoniques, les géographes étaient, à quelques brillantes exceptions près, mal équipés pour se sentir à l'aise dans cet univers où les « tours de cartes » expriment des *vérités* d'un autre ordre que celui de la matérialité. Enfin et surtout, faibles comme partenaires du jeu politique, les géographes français n'étaient pas en mesure de proposer des avancées théoriques qui auraient pu leur donner une légitimité scientifique incontestée. Dans les années soixante, ils s'en tenaient dans l'ensemble à une vision christallérienne⁹ de l'espace : des villes-pôles entourées de vastes surfaces-ressources et se rejetant mutuellement, ce qui fut historiquement le cas dans la constitution du réseau urbain français. Mais ils ne voyaient venir ni l'achèvement de l'urbanisation, ni le périurbain, ni la métropolisation. Tout cela, il faut attendre les années quatre-vingt pour voir les géographes en parler, sérieusement.

Géographies

Il y a bien eu, à partir des années soixante, un changement de paradigme en géographie, qui porte sur chacun des trois pôles dont la mise en tension fonde le travail à visée scientifique : la cohérence (la rigueur des énoncés), la pertinence (la relation du discours à la réalité extérieure) et l'accessibilité (la communication avec les connaissances déjà produites). La géographie a changé de méthodes, changé d'objet et changé d'interlocuteurs. On peut certes nuancer le caractère de « rupture épistémologique », telle que Bachelard la voyait et telle aussi que les acteurs de l'époque se la représentaient : toute discontinuité peut aussi se lire comme continuité, et celle-là comme les autres. L'opposition brutale préscientifique/scientifique peut donner l'impression, d'une part, d'une fatalité évolutionniste, d'autre part, d'une prétention à *décréter* la scientificité. S'il est difficile d'être juge et partie et d'évaluer un événement dont on se prétend soi-même, peu ou prou, acteur, il reste que peu contestent qu'il y ait bien eu une inflexion majeure du discours géographique.

Si cette mutation a été possible, c'est parce qu'elle ne s'est pas réalisée dans le champ clos d'une « communauté » qui n'avait que trop tendance à ressasser les mêmes antiennes. La puissance du changement vient ici, au contraire, de ce qu'elle procède d'abord d'un *désenclavement*. Désenclavement vers la philosophie et vers les sciences sociales, secondairement vers les mathématiques. L'apport (l'*importation*, dirait

9. Walter Christaller étudia le classement hiérarchique des relations entre zones d'influence et taille des villes en Allemagne du Sud dans *Die zentralen Orte in Süddeutschland*, Iéna, G. Fischer, 1933.

Christian Grataloup) de significations nouvelles sera alors double. Une mise à niveau, d'abord, permettant de réintégrer le concert des sciences de la société tel qu'il se présente dans les années soixante. Mais aussi, très vite, la participation au « changement de paradigme » qui se manifeste dans l'ensemble du champ du social. Parcourons rapidement chacun de ces deux aspects.

La distance comme problème

La redéfinition de la géographie peut être présentée en peu de mots. C'est la distance, comme obstacle à l'interaction sociale, qui fonde la légitimité d'une problématique de l'espace. Toute socialité suppose un certain nombre d'échanges « au contact », c'est-à-dire avec une distance nulle entre les opérateurs. Sans distance, pas de géographie – et cette hypothèse n'est pas absurde. Car les situations où l'on se trouve, face à la distance, *en deçà* (l'enclavement généralisé) ou *au-delà* (l'ubiquité) existent, ont existé ou sont imaginables : groupes isolés, mais aussi communautés se tournant le dos ou barrières géopolitiques infranchissables, dans un cas, réseaux de communication ou universalité de la loi au sein d'un État dans l'autre. Toute l'histoire des sociétés se réduit à un petit nombre de situations entre ces deux bornes extrêmes. La lutte contre l'enclavement ne passe, en effet, jusqu'à aujourd'hui, que par trois types de solutions : la *coprésence* (tout au même endroit), la *mobilité* (matérielle) et la *télécommunication* (immatérielle). Les villes, les transports et le courrier sont des réponses rencontrées, avec des modes de fonctionnement comparables, sur la longue durée, en gros depuis le Néolithique. Les enjeux essentiels se trouvent dans le partage entre ces trois grandes méthodes, et c'est la propension à faire varier les manières d'évaluer les

distances qui modifie les équilibres. D'où l'intérêt d'identifier les différents styles de mesures, les *métriques* (les kilomètres ? l'argent ? le temps ?...) et de déterminer les seuils à partir desquels l'allongement des distances change le contenu des objets : les *échelles*.

Mais il faut aussi compter avec la *substance*, c'est-à-dire la dimension non spatiale des objets spatiaux. L'espace d'un individu possède des différences fondamentales avec celui d'une société, et de même celui d'une société avec celui d'une autre société, d'ailleurs ou d'avant. Il ne peut donc y avoir de loi générale de l'espace qui ne soit aussi loi générale des sociétés – si l'on se risque à en proposer. Le rêve néo-cartésien d'une « science de l'étendue » ne pouvait résister à la complexité des spatialités humaines. Comme toute autre science sociale, la géographie doit d'abord intégrer l'ensemble des contributions de ses disciplines sœurs avant même de commencer à travailler !

La géographie traditionnelle était une collection de lieux incomparables pour la description desquels le concept d'espace n'était qu'un *contenant*, une « forme *a priori* » vaguement kantienne et une cause dernière franchement naturaliste. La première ouverture consista à systématiser les métriques en tentant de mettre au point un « vocabulaire » et une « grammaire » des relations spatiales¹⁰. Cette approche était interscalaire : elle supposait qu'on sût retrouver les mêmes types de processus à toutes les échelles comme dans les images fractales. La réponse fut : « Ça dépend », ce qui relança l'intérêt pour les

10. Commencée par la *new geography* anglo-saxonne (voir le fameux Peter Haggett, *Locational Analysis in Human Geography*, Londres, Edward Arnold, 1965), cette démarche sera prolongée par l'école française d'« analyse spatiale » et tout spécialement par Roger Brunet et ses *chorèmes*. Article fondateur : « La composition des modèles dans l'analyse spatiale », *L'Espace géographique*, n° 4-1980, pp. 253-265.

Jacques Lévy
Une géographie
vient au monde

échelles. Il est clair que l'on ne peut pas se contenter, pour classer les échelles, d'ordres de grandeur exprimés en kilomètres carrés et définis par leur plus ou moins grand nombre de zéros. L'échelle dépend de ce qu'on mesure et de la manière de mesurer. Les échelles d'un berger andin et celles d'une firme multinationale ne procèdent pas de la même logique, même si, de plus en plus, elles sont reconfigurées par la mondialisation. De cela découle la nécessité de penser *ensemble* métrique, échelle et substance. C'est ce qu'illustre le travail récemment mené sur l'espace mondial¹¹ : celui-ci se présente comme une partition entre deux grandes familles de métriques, les territoires et les réseaux, qui mettent en jeu différents types d'objets (communautés, État, entreprises, sociétés), organisés selon des échelles variables (du local au planétaire...) selon leurs métriques respectives.

La catégorie philosophique de référence pour la géographie actuelle est donc un espace relatif de type leibnizien (une structure relationnelle entre « coexistants »), enrichi par les mutations de la physique (Einstein) et l'épistémologie contemporaine. L'espace est un agencement d'objets qui ne se réduisent pas à leur spatialité mais qui ne sont pas concevables sans elle ; ce n'est donc ni un contenant ni un principe indépendant, mais une dimension de toute chose sociale.

L'espace comme liberté

Ces changements rendent possible une double réconciliation de la géographie. Avec les autres sciences sociales, d'abord. Les géographes ont perdu leur impérialisme face aux autres : il ne s'agit plus de se tailler la plus grande part possible du gâteau (attitude qui

n'est malheureusement pas le privilège des géographes), mais de trouver le meilleur angle pour faire ressembler la coupe qu'ils font dans le gâteau à un diamètre. La qualité d'une approche disciplinaire consiste bien en cela : dégager, dans cette tranche napolitaine bariolée, des paysages lisibles et offrir ainsi un bon panorama sur l'ensemble de la pâtisserie.

Réconciliation avec elle-même ensuite. Comme le dit Theodor Adorno à propos de la « révolution » musicale viennoise du début du siècle : « On a vu à Vienne une tradition conséquente avec elle-même protester contre la tradition, la bouleverser en exigeant d'elle qu'elle se prenne au sérieux. On pourrait, sans lui faire violence, regarder toute l'œuvre de Schönberg comme la volonté d'honorer les obligations que, selon les critères du Classicisme viennois, toute composition contracte dès la première mesure¹². » Que peut signifier cette thèse, appliquée à la géographie ? Qu'il est possible d'identifier une sorte de programme auquel les géographes précédents se seraient, fût-ce implicitement ou allusivement, référés. Une continuité souterraine, mais donnant sens à des discontinuités pourtant majeures. Admettons qu'il s'agit d'une construction avec nos critères d'aujourd'hui et que l'exercice ne consiste pas à prétendre, comme le font trop souvent les travaux généalogiques, que le présent était déjà totalement inscrit, en germe, dans le passé. C'est dans une large mesure le contraire. Admettons aussi que nos interlocuteurs ne se réduisent pas aux géographes patentés. Invitons Vauban, Turgot, Kant, Tocqueville, Engels, Durkheim, Simmel,

11. Marie-Françoise Durand, Jacques Lévy, Denis Retaille, *Le Monde : espaces et systèmes*, Paris, Presses de la F.N.S.P./Dalloz, 2^e éd., 1993.

12. Theodor W. Adorno, « Vienne », dans *Quasi una fantasia* (1963), Paris, Gallimard, 1982, p. 224.

Weber et beaucoup d'autres dans la galerie des ancêtres. Le « contrat » peut alors s'exprimer ainsi : lire la spatialité des sociétés comme composante active de l'expérience humaine. Le regard *reconstructif* (à la différence du style *narratif* des épistémologies faussement contemplatives) a l'avantage d'aider à comprendre pourquoi nous voyons les choses différemment aujourd'hui. Je propose l'hypothèse suivante : ce qui autorise cette réorganisation, c'est que l'espace est progressivement passé du statut de *contrainte* à celui de *liberté*.

En se déplaçant, certes sans aucune linéarité, mais avec constance, de la borne « enclavement » vers la borne « ubiquité », les sociétés ont accru considérablement les moyens de choisir leurs configurations spatiales. De ce point de vue, les mondes rural et industriel se ressemblaient par la lourdeur de leur ancrage au sol et au sous-sol. Cette transformation ne se limite donc pas aux techniques de transport : sont en jeu les manières de produire et de communiquer, le civil et le politique, les mobilités et les identités. La tâche de la géographie consiste pour l'essentiel à faire *travailler* le couple lieu/aire – l'aire étant définie comme un ensemble de lieux –, c'est-à-dire la relation entre la négation de la distance et sa gestion ou encore, pour paraphraser Kant, l'*insociale spatialité* des hommes. Faire lieu, dans une maison, dans une ville, dans un pays ou dans le monde, c'est réussir à se faire croire que la distance n'existe pas, qu'on peut se passer des autres lieux. Assumer les aires, c'est renoncer à rassembler, à agréger. Avoir tout ici, reconnaître l'ailleurs, deux manières de vivre l'altérité. Ce que peut nous permettre de comprendre la géographie d'aujourd'hui, c'est que les hommes dans les sociétés et les sociétés entre elles sont perpétuellement en train de *rediscuter* la place respective des lieux et des

aires. Une lecture possible de la mondialisation, comme le montre Denis Retaillé, c'est qu'un certain type de lieu, centré sur l'État et son territoire, se trouve menacé par les aires des réseaux d'échange, mais qu'il existe des *biens situés*, ceux qui perdent leurs attributs si on les déplace – les villes, les sociétés, les cultures –, et dont la stabilité dans l'espace est d'autant plus frappante que tant d'objets autrefois visqueux se mettent à bouger. Cette dynamique pose des problèmes souvent inédits et dont la dimension éthique est forte : c'est le cas de la construction sans violence de nouveaux lieux politiques (Europe monde), de l'articulation des territoires nécessairement bornés de la légitimité et des espaces flous des identités individuelles ou encore des conséquences d'*universalités* pratiques sur l'application de principes *universalistes*. Ces problèmes sont difficiles. Disons seulement que la géographie nous offre des éclairages pour identifier les marges de manœuvre de notre spatialité et, en conséquence, les enjeux géographiques de notre citoyenneté. Nous sommes donc bien loin d'un programme étroitement disciplinaire : le contrat à honorer engage la géographie dans l'aventure d'une modernité ouverte.

Vue sur la maison commune

La deuxième série de mutations de la géographie concerne les inflexions générales de l'approche des sociétés. Nous assistons depuis une quinzaine d'années à l'émergence de nouvelles démarches qui tendent à reconstruire la globalité du social, non plus à l'aide de *principes derniers* comme le faisaient marxisme, psychanalyse ou les divers structuralismes, mais sur la base de ce que l'on peut appeler *complexité*, c'est-à-dire

Jacques Lévy
 Une géographie
 vient au monde

d'une prise en compte d'une dialectique ou, mieux, d'une *dialogique*, entre deux éléments forts des réalités sociales contemporaines : des acteurs porteurs d'intentionnalité et des systèmes structurant un grand nombre de ces acteurs.

Un champ redessiné

Le résultat en est une nouvelle donne de l'historicité : les modèles cycliques ou linéaires laissent la place à des conceptions où les logiques cumulatives existent, mais sont le seul fait des actions de production de la société par elle-même. Plus question de convoquer une temporalité extérieure aux événements. Synchronie et diachronie se trouvent réconciliées : l'instant et l'instant présent, en particulier, cessent d'être, comme dans la vision structuraliste, la glaciation d'un temps immobile ou, ce qui revient au même, le résultat d'improbables renversements. Les évolutions comme les révolutions se lisent aussi dans l'*instantané*. L'effacement des modèles fondés sur un principe dernier traduit l'inefficacité de « récits » qui survalorisaient les rapports monétaires, les systèmes de parenté ou les « pulsions » inconscientes et rouvre le chantier des méthodes d'explication du monde social.

Cette mutation apparaît à la fois comme un tremblement de terre et comme un formidable appel d'air pour la géographie. Pour penser un monde décidément plus différencié, plus ondoyant et moins prédéterminé qu'on ne l'imaginait, l'espace apparaît en effet comme une bonne entrée dans l'univers à la fois confus et ordonné, déterminé et ouvert du social.

Après une brève tentation structuraliste, les éléments les plus dynamiques de la géographie se sont très rapidement trouvés en phase avec le

mouvement en cours. Lire l'espace de sociétés a, en effet, ses exigences : reconnaître qu'il est le fait d'acteurs qui ne sont pas de simples pions, qui organisent de manières diverses le cognitif et l'affectif, le subjectif et l'objectif. Et que c'est d'abord ce que font ces acteurs en tant qu'acteurs, donc aussi ce qu'ils en disent qui nous intéresse. L'étude des représentations ne peut alors être confinée à une case ou à une branche d'un organigramme disciplinaire. Michel Lussault le montre : le discours et l'action sont deux lectures complémentaires et interactives de l'ensemble des réalités spatiales. Le verbe transforme, les actes disent. D'où la nécessité d'éviter à la fois deux écueils : le matérialisme vulgaire et l'idéalisme du Sujet. Lorsque des géographes ne s'intéressaient aux cartes mentales que pour mesurer les écarts avec la carte « juste », c'est-à-dire euclidienne, ils ne mesuraient... que les limites de leur propre métrique. Cette position de surplomb affichée trahissait son contraire : une difficulté à prendre en compte le caractère *objectif* de la subjectivité, de son impact matériel et de ses longues durées. Quand les attentes des individus au sein des couches moyennes puis populaires en matière d'habitat basculent vers le périurbain, dans les États-Unis des années 1910 ou dans la France de 1970, ce sont des transformations spectaculaires et durables que l'on observe.

Moins que jamais, l'intentionnalité ne peut être ignorée comme donnant une « forme » et une « couleur » bien spécifiques aux objets géographiques. Ce constat donne toute leur place à la pragmatique (l'analyse de l'action) et à l'herméneutique (l'analyse des significations). Sur ce dernier point, il convient de dépasser un premier moment, celui où l'on s'émerveille de l'omniprésence des discours. Tout est langage, soit. Cela signifie que tout a une dimension linguistique.

tique, mais on peut dire, comme corollaire, que rien n'est seulement langage. Découvrir, comme dans le film *Natural Born Killers* (Oliver Stone, 1994), que le discours et le référent peuvent échanger leur rôle ne signifie pas que ces rôles ont disparu, mais qu'il va falloir à chaque instant choisir une perspective, celle du signifiant ou celle du signifié. Plus précisément (car cette terminologie linguistique peut prêter à confusion), l'on doit distinguer deux modalités des processus rencontrés dans les sociétés : l'*objectivation* et la *communication*. La différence entre les deux ne porte pas sur la présence d'acteurs ; ceux-ci sont partout, y compris dans les objets qui sont la résultante sans cesse remodelée de multiples finalités et qui peuvent même, jusqu'à un certain point, être lus comme porteurs d'une intentionnalité propre, capable d'interagir avec d'autres finalités. Il faudrait plutôt distinguer entre des productions « exformationnelles », nettes, saillantes, qui deviennent immédiatement étrangères à leurs créateurs, et des productions informationnelles, floues, prégnantes, qui tendent à se confondre avec l'acte qui leur donne naissance.

Or l'espace des sociétés, en nous présentant, dans la plus grande pagaille, un immense foisonnement d'objets et de messages, invite ceux qui veulent le décrypter à tenter de maîtriser les logiques de cet univers à la fois matériel et immatériel, stable et éphémère, brutalement imposé et extraordinairement plastique. La ville, dans sa globalité comme dans ses composants, illustre bien cette double réalité : la cité médiévale, resserrée entre ses murailles à des fins de limitation des coûts de la défense, devient aujourd'hui une incarnation presque parfaite de l'idéal de la ville postindustrielle tel que l'expriment la plupart des urbanistes européens. L'appartement haussmannien, conçu pour faciliter le

mode de vie d'un groupe social particulier (la bourgeoisie parisienne de la fin du XIX^e siècle), se fait « récupérer » sans difficulté par un autre groupe social (les couches urbaines cultivées) qui le trouve souvent plus « fonctionnel » que les logements contemporains. L'espace se comporte en même temps comme une lourde injonction à respecter les normes et comme une continuelle incitation à la subversion.

Comme le politique, les phénomènes discursifs sont à la fois omniprésents et insuffisants à circonscrire le social. De même que pour le politique, on peut dire de la dimension langagière que si toute la vie sociale lui était réductible, sa fonction perdrait tout intérêt et tout sens. Et, dans les deux cas, l'espace constitue sans doute un bon garde-fou contre la tentation d'une appauvrissante simplification.

Questions de méthode

On le voit, la géographie n'a échappé à aucun des grands courants théoriques, mais aussi épistémologiques et méthodologiques, qui ont marqué les dernières décennies en sciences sociales. Réagissant vigoureusement à un dispositif technique très étriqué (l'observation visuelle, la carte topographique et les dénombrements d'objets matériels), certains géographes ont cru un temps trouver la pierre philosophale dans l'informatique, la statistique ou le transfert de modèles, physiques ou mathématiques, quantifiables. La plupart reconnaissent aujourd'hui que sans être négligeable – il a aidé à sortir plus vite de la tradition exceptionnaliste¹³ et de l'expression « litté-

13. Un des premiers coups de tonnerre lancés dans la géographie universitaire fut sans conteste, dès les années 1950, l'article de F. K. Schaefer, « Exceptionalism in geography : a methodological examination », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 43, 1953, pp. 226-249,

Jacques Lévy
Une géographie
vient au monde

raire » (style certificat d'études) de la géographie classique –, cet apport n'a pas permis de résoudre les problèmes théoriques fondamentaux qui commençaient à être posés. Tant la recherche d'une plus grande rigueur que la gestion optimale de l'« économie de la pensée » conduisent à la conclusion provisoire que, en sciences sociales, le recours aux approches formalisées doit être limité. Bien adaptées à la physique – du moins à la partie de la physique qui s'est développée jusqu'à présent –, son rapport qualité/prix est en effet souvent faible, chaque fois qu'il est possible de dépasser la recherche de « régularités » et d'entrer, grâce notamment à l'expression directe des perceptions, des intentions et des actions, au cœur de la production des réalités sociales. Le qualitatif, éventuellement associé au quantitatif, place les sciences sociales en meilleure position que les sciences de la nature pour atteindre un niveau de prédictibilité convenable : les météorologues sont contraints de réunir des moyens de calcul considérables pour présenter des cartes de prévision du temps assez médiocres dès que l'on dépasse quarante-huit ou soixante-douze heures. Une simple enquête permet de localiser, plusieurs semaines à l'avance, non seulement de futurs embouteillages mais aussi l'impact que la connaissance de ces prévisions aura sur le comportement des automobilistes. On ne saurait donc parler de « révolution quantitative ».

La reconnaissance de l'importance des individus, de leur caractère multidimensionnel aboutit à s'interroger sur les relations existant entre l'activité de recherche et les autres aspects de l'individualité du chercheur. Dans les années quatre-vingt, le courant de la « géographie humaniste » a exprimé, à partir du rejet du néo-positivisme technicien de la période précédente, le désir de saisir, d'un même mouvement, affec-

tif et cognitif, subjectif et objectif. On reconnaît là la tendance à une « herméneutique radicale », nourrie de linguistique chomskienne, de philosophie analytique et de métaphysique heideggerienne, qui place l'ensemble des productions humaines sous l'égide d'un sujet à la fois désocialisé et condamné à n'exprimer que son incommensurable identité. Lorsqu'on lit les travaux les plus brillants produits selon cette sensibilité¹⁴, on est amené à les traiter davantage comme « observations participantes » d'une auto-anthropologie que comme l'exploration de l'espace mental d'un « Homme en général » bien improbable. À suivre cette démarche jusqu'au bout, l'universalité cesserait d'être l'objectif d'un travail de la pensée, mais se réduirait au dévoilement d'une ontologie intemporelle. Mobiliser toutes les ressources de l'expérience subjective, y compris celle du chercheur, pour en faire des matériaux, parmi d'autres, d'une construction inédite, tel peut être, au contraire, le but à poursuivre aujourd'hui¹⁵.

Dans l'ensemble, la géographie traite à sa manière les grands enjeux propres à toutes les sciences sociales. Cela n'est pas étonnant si l'on considère que dans l'immeuble « Société », les parties communes sont plus vastes que les appartements. C'est d'ailleurs l'un des messages que l'on peut tirer de l'expérience récente. En visant une relance disciplinaire, la géographie a

dans lequel l'auteur réfutait la tendance de la géographie classique, alors représentée aux États-Unis par Richard Hartshorne, à ne s'intéresser qu'aux particularités des lieux et à rejeter toute recherche de comparaison, de généralisation ou de régularité.

14. Voir, par exemple, le classique Yi-Fu Tuan, *Topophilia: A Study of Environmental Perception, Attitudes and Values*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1974.

15. « Prendre en compte la sensibilité, ce n'est pas donner carte blanche à la subjectivité » (Augustin Berque, *Les Raisons du paysage. De la Chine antique aux environnements de synthèse*, Paris, Hazan, 1995).

presque immédiatement rencontré les questions les plus vives pour tous ceux qui s'intéressent aux sociétés. Quittant la transversalité infondée et improductive de la « science-carrefour » entre l'homme et la nature, elle a inévitablement retrouvé une autre transversalité, mais qui, on l'a vu, ne la spécifie que par le « plan de coupe » et non par la visée, commune, peu ou prou, à toutes ses congénères.

À cet égard, la géographie est confrontée à l'émergence d'un paradigme de la complexité. C'est particulièrement évident lorsque les géographes s'interrogent sur les spatialités des échelles extrêmes : l'individu et le monde. De ce point de vue, Roger Brunet a raison de se méfier d'une possible « nouvelle phlogistique ». Parler de complexité peut se révéler un prétexte pour ne pas s'employer à la penser. Quand ils ne se réfrènt pas d'accumuler paradoxes et oxymores, quand ils confondent la grammaire systémique et la pensée du réel, quand ils se laissent dériver vers une cosmogonie qui réunifie à trop peu de frais l'ensemble des savoirs, les adeptes de la complexité montrent les risques de la démarche. Leurs détracteurs pêchent cependant de ne point reconnaître que la complexité n'est qu'une première ébauche, un programme de travail pour relever un défi majeur : expliquer et comprendre des totalités qui se composent d'autres totalités.

Passage de témoin

Toutes ces mutations se traduisent par un nouveau paysage de la recherche en géographie ; face à un objet recomposé, les énoncés, les langages, les manières de dire et de faire se sont modifiés en profondeur.

Les mots, les choses

C'est le cas des « mots de la géographie ¹⁶ » – en fait, les points fondamentaux autour desquels gravitent les propositions des géographes. Certains ont disparu ou sont en crise, tels que « milieu » ou « genres de vie », d'autres sont apparus, comme « flux » ou « pôles », d'autres encore ont changé de place dans le champ sémantique. C'est le cas de tous les termes qui concourent à un enrichissement et à une spécification de la notion désormais cardinale d'espace. Les réflexions sur les principes qui la fondent ont mis en avant, on l'a vu, le concept de distance, une distance qui cesse d'être étroitement géométrique pour se nourrir des logiques sociales les plus diverses. D'où l'émergence d'un couple à la fois simple et essentiel, *lieu et aire*, qui était occulté par suite de la confusion fréquente, dans les études « régionales », des lieux et des ensembles de lieux. Et justement la *région*, expression de l'« échelle unique » (comme on dit la « pensée unique ») de la géographie traditionnelle, s'est trouvée d'abord violemment contestée, puis relativisée et remise en perspective à la fois avec d'autres échelles (du local au mondial) et avec la dynamique spatiale des sociétés (où, quand et comment la notion de région prend sens).

Nouveau champ pour l'échelle, nouvelle donne pour les métriques : le mot « territoire », qui pour certains géographes aura été comme un objet transitionnel assurant en douceur l'entrée de la géographie dans le champ du social, désigne de plus en plus aujourd'hui une espèce

16. Ce dont témoigne l'ouvrage du même nom, dictionnaire largement étymologique et souvent ironique, que Roger Brunet, Robert Ferras et Hervé Théry ont dirigé et qui est devenu rapidement populaire dans la corporation (Paris/Montpellier, La Documentation française/Reclus, 1993).

Jacques Lévy
Une géographie
vient au monde

d'espaces particulière (continue et exhaustive) face à une autre espèce, celle des *réseaux* (discontinus et lacunaires). Le travail sur les limites a lui aussi évolué : calé sur le modèle du « pays » (à la fois région rurale et État-nation) avec ses frontières franches, il s'est enrichi de l'examen de différentes formes floues (gradients, marges, marches, horizons, mouvances) de passage d'une situation à une autre, extrêmement courantes, mais qui prenaient à contre-pied les conceptions classiques.

On pourrait encore citer le « paysage », qui a d'abord été utilisé pour sauver une dangereuse originalité de la géographie – sa spécialisation dans le matériel et le visible –, pour évoluer dans un sens beaucoup plus fécond : le paysage est abordé comme une réalité sociale particulière, lisible en tant qu'image, discours et pratique, et participe de l'intégration de la subjectivité, de l'éthique et de l'esthétique dans l'objet de la géographie.

En matière de méthodologie, c'est sans doute le mot « terrain » qui exprime le plus nettement les changements opérés : le terrain, c'était à la fois la terre, mieux encore la boue d'un petit territoire et la religion de la monographie descriptive. Faire du terrain, désormais, cela peut se réaliser à diverses échelles, et cela passe par une multiplicité de sources et de techniques d'information. Surtout, lors de l'année de la maîtrise, premier moment d'un véritable contact vivant avec la recherche, on interdit moins aux étudiants de penser ; certains professeurs, même, le leur recommandent. La géographie rejoint les autres sciences sociales dans le rejet de l'opposition, purement classificatoire, entre le particulier et le général et une orientation plus ambitieuse vers la dialectique du singulier et de l'universel. Dans le même esprit, la carte, qui exprimait bien les étroitesse de la géographie

classique (les feuilles de l'I.G.N. au 1/50 000^e faisaient l'objet d'un dogme monothéiste rigoureux) connaît un lent, mais réel renouveau à mesure que les innovations conceptuelles rencontrent les nouvelles connaissances sur les langages graphiques et iconiques.

Enfin, les géographes se sont approprié les mots (et les débats qui les accompagnent) communs à tous ceux que le social intéresse : n'oublions pas que des termes comme « individu » ou « société » qui semblent aujourd'hui relever de la plus plate banalité, étaient, sinon proscrits, du moins mal accueillis dans la géographie française d'il y a à peine vingt ans.

Relèves, relais

Ce parcours sémantique jalonné tantôt de coups de force, tantôt de translations douces, a été animé par un certain nombre d'acteurs poursuivant des stratégies parfois très explicites. Parmi eux, les phénomènes de génération sont nets : dans le monde francophone, les géographes nés avant 1925 n'ont pas pu ou pas voulu participer à la rénovation et ont même été, pour certains, des défenseurs acharnés de la tradition. Il faut attendre la cohorte suivante pour voir sortir les deux grands « ouvriers », Roger Brunet et Paul Claval (auxquels on peut adjoindre le très francophile Brésilien Milton Santos) qui, dès les années soixante, provoquent les premiers désenclavements. La « révolution » des années soixante-dix sera légèrement décalée par rapport à son équivalent anglo-saxon qui, avec David Harvey, Peter Haggett ou William Bunge, aura contribué au réveil des francophones. Ce surgissement fut alors le fait de cercles restreints : Rodolphe De Koninck, Olivier Dollfus, François Durand-Dastès, Armand Frémont, Alain Reynaud, quelques brillantes

Jacques Lévy
Une géographie
vient au monde

personnalités suisses, le groupe Dupont¹⁷, les revues *Espaces Temps* et *Hérodote*. En engageant le travail épistémologique, en lançant de vastes chantiers théoriques, en renouant le dialogue avec les autres sciences sociales et la philosophie, ces quelques individus ou collectifs ont donné son visage à la géographie francophone actuelle. Or le mouvement se trouve aujourd'hui validé et amplifié.

Les chercheurs, équipes, écoles qui l'animent ont d'ores et déjà montré que cette géographie reformulée n'est pas qu'une posture ou un sursaut, mais une manière efficace de travailler. Sans doute ne se trouve-t-il qu'une minorité de chercheurs à s'écarter franchement de l'empirisme, à se donner pour tâche première de *penser* et à proposer des travaux réellement innovants. N'est-ce pas le lot de l'ensemble du champ de la connaissance, y compris et surtout dans les « sciences dures » ? Avec quelques-uns qui acceptent de vivre dans le risque de l'invention et beaucoup qui préfèrent un confort parfois paresseux, la géographie s'est, à cet égard, banalisée.

Les géographes savent toujours flâner ; ils ont aussi appris à marcher. La géographie n'est donc plus convalescente. Comme un pays au développement récent, elle possède un appareil productif jeune, mais bien profilé. Ses travaux peuvent être évalués sans compassion ni condescendance, pour leur seule contribution à la connaissance du social. Du coup, d'autres disciplines regardent avec une attention renouvelée la dimension spatiale. Autrefois parent pauvre des « traductions » et des « hybridations » interdisciplinaires, la géographie s'interpénètre davantage avec ses voisines. Lucien Febvre et,

avec plus d'ambivalence, Fernand Braudel adoptaient une géographie qui les arrangeait : descriptive, enfermée dans les « conditions géographiques », c'est-à-dire naturelles, et les « permanences ». Aujourd'hui, avec des historiens comme Bernard Lepetit, des spécialistes des relations internationales comme Bertrand Badie, la démarche géographique est prise au sérieux, avec ses découpages et ses concepts. Il ne s'agit plus seulement de rencontres sur les marges aboutissant à des intersections limitées et des retouches de frontière, mais de mises en jeu des grandes questions communes : les acteurs, le lien social, l'État, les rythmes du temps mondial... Parmi ces enjeux, l'espace intéresse, non plus comme variable supplémentaire ou « science auxiliaire », mais comme traversée pertinente des mondes du social.

C'est dans cet esprit que les articles qui composent ce dossier valent d'être lus. Ils ne prétendent, en aucune manière, présenter un « panorama complet » de la discipline, si tant est qu'un tel dessein puisse avoir un sens. Dans les textes proposés, s'imbriquent analyses du champ géographique et présentation de résultats, exposé de problématiques et parcours personnels, mémoires et projets. Il s'agit, non d'un état des lieux, mais d'un simple *instantané* pris sur le vif d'un devenir.

Jacques Lévy.

17. Le groupe Dupont est un collectif de géographes se réunissant à Avignon, d'où son nom. Il a activement contribué, à la fin des années 1970, au renouveau de la géographie francophone à travers un intérêt souvent jugé alors subversif pour la géographie anglo-saxonne, les travaux des disciplines connexes et la modélisation.